



Nations Unies  
MADAGASCAR

# LESECHOS

DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT



**SPOTLIGHT SUR  
L'ORGANISATION  
INTERNATIONALE  
DU TRAVAIL (OIT)  
A MADAGASCAR**



Chers lecteurs,

Vous avez entre les mains le nouveau numéro du bulletin « Les Echos du Bureau du Coordonnateur résident de Madagascar ».

Dorénavant, un « spotlight » sur une agence des Nations Unies figurera au menu de votre bulletin trimestriel, pour vous permettre de découvrir les réalisations majeures de l'agence, tout en soulignant les résultats obtenus dans le cadre de la planification conjointe ou des initiatives conjointement menées avec d'autres agences.

Ce bulletin étant destiné à vous tenir au courant des activités du Système des Nations Unies à Madagascar, nous vous invitons à commenter et à donner votre avis sur les événements mis en évidence dans ce numéro, et à nous faire savoir ce que vous voudriez lire dans les prochaines parutions, en envoyant un courriel à l'adresse [bcr.mg@one.un.org](mailto:bcr.mg@one.un.org). Nous sommes impatients de recevoir vos commentaires, qui nous aideront à améliorer nos efforts de communication et à mieux vous informer sur ce que nous faisons.

Je vous souhaite une bonne lecture et vous remercie pour votre soutien et votre intérêt pour notre travail.

*Violette Kakyomya  
Coordonnateur résident  
du Système des Nations Unies*

## DANS CE NUMERO :

**PAGE 2 :**  
**SPOTLIGHT SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL A MADAGASCAR**

**PAGE 6 :**  
**MINI-RETRAITE DE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES**

**PAGE 7 :**  
**SEMAINE DES DROITS DE L'HOMME ET 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES**

**PAGE 8 :**  
**SAISON CYCLONIQUE 2017-18: ACTIVE ET LEGEREMENT SUPERIEURE A LA MOYENNE CLIMATOLOGIQUE**

**PAGE 9 :**  
**LE "NEW WAY OF WORKING" OU LA NOUVELLE FACON DE TRAVAILLER DES NATIONS UNIES FACE AUX CRISES RECURRENTES**

**PAGE 10 :**  
**MADAGASCAR AU 7ÈME FORUM DES JEUNES DE L'ECOSOC**

**PAGE 12 :**  
**LES NTIC POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA VOIX DES JEUNES BENEFICIAIRES DES PROGRAMMES DES NATIONS UNIES**

**PAGE 14 :**  
**VISITE DU DIRECTEUR GENERAL DE L'OMS**



**OBJECTIFS** DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

17 OBJECTIFS POUR TRANSFORMER NOTRE MONDE





## spotlight

### Entretien avec M. Christian Ntsay, Représentant du Bureau de pays de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour Madagascar, les Comores, Maurice et Seychelles



Organisation  
internationale  
du Travail



#### Pouvez-vous rappeler le mandat et les avantages de l'OIT ?

**CHRISTIAN NTSAY**—L'OIT est la seule organisation tripartite « Gouvernement-Employeurs-Travailleurs » et également l'organisation la plus ancienne de l'ONU, qui fêtera son 100ème anniversaire en 2019. C'est l'agence des Nations Unies dont le fondement de base est la promotion de la justice sociale et qui oeuvre pour renforcer la paix durable à travers le travail décent. L'OIT est la seule agence qui promeut les normes internationales dans le monde du travail en mettant au même pied d'égalité le Gouvernement, les employeurs et les travailleurs qui siègent au niveau de la Conférence internationale du travail.

#### Quels sont les résultats majeurs obtenus durant l'année 2017 grâce à l'appui que l'OIT a octroyé au Gouvernement malgache ?

**CN**—Les résultats majeurs en 2017 grâce à l'appui de l'OIT se situent dans quatre (04) domaines, à savoir 1) l'emploi 2) les normes internationales du travail 3) la protection sociale, et 4) le dialogue social.

Dans le domaine de l'emploi, l'OIT a contribué à l'amélioration de l'employabilité des jeunes vulnérables, n'ayant aucun métier, à travers l'application de l'approche HIMO structurée dans la construction de 50 salles de classes dans 3 régions du Sud de Madagascar prioritaires par les Nations Unies. L'UNICEF, le PAM et le BIT œuvrent ensemble dans le cadre d'un programme conjoint, avec le concours de la Norvège.

Grâce à l'appui que l'OIT octroie aux six universités de Madagascar, plus l'université d'Ambositra dans le domaine de l'emploi et l'innovation, une plate-forme regroupant les centres de recherche, les universités, le secteur privé a été mise en place afin de renforcer des passerelles entre le monde de la recherche et celui des entreprises.

L'OIT a également appuyé la mise en place, l'accompagnement de 37 start-ups avec le FIV.MPA.MA. L'OIT a travaillé sur l'économie informelle avec Entreprendre à Madagascar (EAM) et a accompagné la mise en place de 45 autres start-ups dans le domaine de l'innovation et de l'économie informelle.

*Lire la suite à la page suivante*



L'économie rurale a été aussi appuyée à travers l'adoption et la mise en oeuvre du Plan national de la promotion du travail décent dans l'économie rurale. La formation de 100 jeunes ruraux pour qu'ils aient accès à de métiers ruraux souches de l'environnement dans la région d'Analamanga et l'appui à 200 femmes au Nord et Nord-Ouest de Madagascar dans la transformation et la conservation de fruits et légumes et la promotion de l'entrepreneuriat féminin font partie des réalisations de l'année 2017.

D'autre part, l'insertion des jeunes ex-délinquants de Diégo dans le domaine de la formation professionnelle en maçonnerie, tuyauterie, techniques de la chaîne de froid, électronique, menuiserie, infographie...) a permis le retour à la paix sociale dans cette localité.

Dans le domaine de la promotion des normes internationales du travail, l'OIT accompagne le pays dans son engagement à lutter contre les pires formes de travail et notamment dans la protection des droits des enfants.

L'OIT a choisi de se concentrer sur l'application des droits des enfants dans les chaînes d'approvisionnement de la vanille dans la Région SAVA, avec l'appui des Etats-Unis. La chaîne producteurs-transformateurs-exportateurs est concernée afin de s'assurer que l'exploitation à travers l'emploi des enfants ne se trouve pas dans le secteur de la vanille. L'OIT travaille également avec l'Office national du tourisme et les Offices régionaux du tourisme dans la promotion du code de conduite dans ce secteur et pour combattre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans le secteur du tourisme.

Toujours en matière de promotion des normes internationales du travail, des conventions, notamment la convention 189 concernant les travailleurs et travailleuses domestiques, commencent à être étudiées à Madagascar. Une étude sur la migration du travail sur le corridor

Madagascar-Liban a été ainsi réalisée et on est au début de processus pour la ratification de cette convention pour mettre en place les accords bilatéraux entre le pays de départ et les pays de destination.

En matière de protection sociale, l'OIT a travaillé dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail dans la filière du litchi afin de sécuriser cette filière qui a été en danger à cause de l'épidémie de peste ayant sévi dernièrement. L'OIT travaille aussi étroitement avec l'Administration du travail composée par les inspecteurs du travail et les contrôleurs du travail pour que dans l'économie informelle, les travailleurs informels puissent avoir accès à un système de sécurité sociale minimum. Une plate-forme de l'économie informelle a été mise en place, couvrant 12 régions et comptant quelques 12000 membres.

Dans le domaine du dialogue social, l'OIT appuie le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) et la Confédération des travailleurs de Madagascar (CTM) dans leur plan de développement stratégique respectif pour qu'il y ait un dialogue tripartite.

L'OIT appuie la revitalisation du Conseil national du travail, la plus haute instance de dialogue social à Madagascar sur les questions touchant les domaines du travail et de l'emploi.

**Quelles sont les principales contraintes et défis rencontrés ? Quelles solutions proposez-vous ?**

**CN**—Les contraintes majeures sont la question de mobilisation de ressources et le changement fréquent des responsables dans les ministères engendrant un perpétuel recommencement.

*Lire la suite à la page suivante*



Espace d'échanges et de rencontre avec les startups des jeunes appuyés par l'OIT et le FIVMPAMA, Antananarivo, 2 février 2018 © OIT



Pour les défis, de plus en plus on s'aligne sur les Objectifs de développement durable (ODD). Je suis content que la priorisation des ODD est faite au niveau national. On peut discuter sur la démarche et sur les résultats mais l'essentiel c'est qu'il y a un cadre en place. L'essentiel aujourd'hui est de voir comment l'ensemble des acteurs puisse s'approprier et travailler de façon méthodique et organisée dans la mise en oeuvre des ODD priorités.

En ce qui concerne la mise en oeuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement à Madagascar (UNDAF), je suis heureux de constater que des discussions stratégiques commencent à se faire au niveau des groupes Effets, notamment avec la partie gouvernementale. L'enjeu maintenant avec l'intégration des ODD c'est comment faire en sorte qu'il ait beaucoup plus de perspectives stratégiques entre le Système des Nations Unies et le Gouvernement pour la mise en oeuvre de nos agendas qui sont des agendas convergents, visant les mêmes objectifs.

Mes conseils pour mieux aller dans la mobilisation de ressources : on a aujourd'hui une opportunité à saisir car il y a une adhésion totale des donateurs aux ODD. Ceci devrait nous amener à être plus stratégique en termes de programmation et d'élaboration de programmes qui sont réellement conjoints et qui visent à accompagner le pays à atteindre les ODD priorités. Ceci permettra aux donateurs d'avoir beaucoup plus de visibilité de nos actions et, en ce qui nous concerne, d'avoir plus d'impacts au niveau des actions conjoints, en investissant mieux dans la stratégie de mobilisation. Il ne faut donc pas manquer cette opportunité en allant chacun de son côté.

L'autre aspect important est qu'il faudrait que nos actions s'insèrent dans un dialogue permanent stratégique avec la partie nationale, car il faudrait que la partie gouvernementale se place au poste de commande et fixe ses priorités. Le rôle des Nations Unies consiste à accompagner la réalisation de ces priorités. Nous devons nous mettre dans une position à la fois d'assurer des dialogues avec la partie gouvernementale et des donateurs car nous sommes des agences d'accompagnement du pays. Aujourd'hui, il faut revisiter notre façon de travailler et tirer parti des opportunités offertes aujourd'hui à travers les ODD priorités par le pays.

#### Quelles sont les perspectives d'appui de l'OIT pour 2018 ?

CN—Nous continuons les mêmes axes qu'en 2017, en étant plus stratégique dans le sens où nous allons voir comment aller au-delà des modèles. Nous développons des modèles d'intervention mais il

est important cette année de capitaliser les acquis et d'assurer une mise à l'échelle car il ne faut pas oublier que cette année est une année d'élections. Il faudra surtout prévoir comment faire en sorte que ces actions puissent à la fois atteindre les populations cibles, c'est-à-dire le peuple, tout en veillant à ce que le Gouvernement et les partenaires sociaux (employeurs et travailleurs) puissent s'approprier à leur rythme des résultats et mettre en oeuvre en fonction des ressources disponibles.

Nous travaillons beaucoup plus sur les chaînes d'approvisionnement dans l'ensemble si on veut avoir beaucoup plus d'impact. On est heureux du succès rencontré dans la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement du litchi, qui représente plus de 40 millions de USD pour Madagascar, et de la filière vanille qui représente plus de 240 millions pour le pays. Promouvoir les normes internationales et la sécurité et santé dans les chaînes d'approvisionnement permettrait d'assurer une plus grande résilience des acteurs impliqués.

#### Vos mots de la fin ?

CN—Nous devrions aller au-delà des mots, et aller au-delà des mots voudrait dire que nous devrions avoir beaucoup plus de résultats, beaucoup plus d'impact. Nous devons saisir les opportunités que nous offre aujourd'hui l'Agenda 2030 du développement durable. C'est une obligation et non plus une option. Faisons-le avec l'appropriation de la partie nationale, que nous devons renforcer bien sûr, mais à qui nous devons donner le leadership du processus. ■



Les 100 jeunes ruraux formés au Centre de formation de Fihaonana Ankazobe, avec M. Christian Ntsay, Représentant de l'OIT pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles © OIT 2017



## LEADERSHIP PARTAGE : MINI-RETRAITE DE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES



Photo de famille des membres de l'Equipe-pays des Nations Unies , novembre 2017 © BCR

L'Equipe-pays des Nations Unies à Madagascar a tenu une mini-retraite d'une journée le 20 novembre 2017.

Les préparatifs pour l'année électorale, la réforme des Nations Unies, les résultats de l'évaluation à mi-parcours du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF 2015-2019), ainsi que le renforcement des liens entre les actions humanitaires et les actions de développement selon la nouvelle approche dénommée « Nouvelle façon de travailler » (en anglais « New Way of Working » ou NWOW) ont été les principaux points discutés.

Les échanges francs ont permis de prendre des décisions telle la niche à trouver pour une synergie à renforcer et pour l'application du « New Way of Working ».

Le renforcement du partenariat avec les organisations sous-régionales, régionales et internationales a été aussi discuté.

L'Equipe-pays a aussi saisi l'opportunité offerte par la mini-retraite pour passer en revue les indicateurs de performance des membres de l'équipe pour 2017 et 2018 pour renforcer le travail d'équipe et les résultats du Système des Nations Unies à Madagascar. ■



## DROITS DE L'HOMME :

# CÉLÉBRATION DE LA SEMAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES



Tableau symbolisant l'engagement citoyen pour la promotion des droits de l'homme © HCDH

Dans le cadre de la célébration de la « Semaine des droits de l'homme » et des « 16 jours d'activisme contre la violence à l'égard des femmes », le Système des Nations Unies à Madagascar, à travers le bureau du Haut Commissariat pour les droits de l'Homme (HCDH), en collaboration avec le Ministère de la Justice, la société civile et les partenaires, a organisé une série d'activités incluant une campagne d'éducation aux droits de l'homme et à la paix, un concours de débat pour les jeunes, un colloque sur le thème « La situation des défenseurs des droits de l'homme », et un carnaval des droits de l'homme.

Ainsi, avec l'appui du HCDH, une équipe composée de jeunes éclaireuses et d'animatrices de quartier a mené une campagne d'éducation aux droits de l'homme, à la paix et à la citoyenneté à l'endroit des femmes et des jeunes au niveau des bas-quartiers de la capitale du 4 au 8 décembre 2018.

Le 5 décembre, une association de scouts et de jeunes issus des quartiers vulnérables aux conflits d'Antananarivo a organisé, avec l'appui technique de HCDH, un concours de débat pour les jeunes sur le thème « L'exercice du droit à la participation des

jeunes à travers une participation citoyenne effective et responsable au profit de la Consolidation de la paix », au Development Learning Center (DLC), Anosy.

Le 6 décembre, le HCDH, en collaboration avec le Ministère de la Justice, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH), la société civile et les partenaires, a organisé un colloque sur le thème « La situation des défenseurs des droits de l'homme » à l'hôtel IBIS. Le colloque a permis des échanges sur les garanties internationales, le cadre juridique national, ainsi que les défis et les opportunités de la protection des défenseurs des droits de l'homme.

A la demande du Ministère de la Justice, la cérémonie officielle de célébration de la Journée des droits de l'homme s'est tenue le 8 décembre 2017 dans la Grande Salle de la Cour Suprême, Anosy. La cérémonie a été présidée par Madame le Ministre de la Justice et a vu la participation du Coordonnateur résident du Système des Nations Unies,

Lire la suite à la page suivante



Suivez @MG\_One\_UN

du Conseiller aux droits de l'homme des Nations Unies, du Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale, de la Présidente de la CNIDH, de la communauté diplomatique, des membres de l'Equipe-pays des Nations Unies, et des représentants de la société civile.

Au cours de la cérémonie, le Conseiller aux droits de l'homme, Omer Kalameu, a délivré le message du Haut-Commissaire aux Droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. Le Coordonnateur résident du SNU a fait un appel à la responsabilité de tous les acteurs à mettre tout en œuvre pour garantir la jouissance de tous les droits pour tous, à tout moment et sans discrimination aucune, tout en annonçant le lancement à partir du 10 décembre 2017 d'une campagne d'un an qui célèbre le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH). La cérémonie a été suivie d'une visite de stands d'exposition, pendant laquelle le HCDH a distribué des centaines de brochures, en

langue malgache, sur les droits des groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes vivant avec handicap) et la Déclaration DUDH, ainsi que les bulletins d'information produits par le bureau de HCDH à Madagascar.

La semaine de célébration a été clôturée le 9 décembre, à travers un carnaval des droits de l'homme, organisé par la société civile avec l'appui du HCDH. Les acteurs de la société civile ont sillonné en voiture la Route nationale 7, d'Antananarivo à Antsirabe, en réalisant une campagne de sensibilisation sur les droits de l'homme durant des arrêts au niveau des villes d'Ambatolampy, d'Ambohimandroso et d'Andranomanelatra. La campagne de sensibilisation s'est poursuivie à Antsirabe, avec l'organisation d'un défilé et des manifestations culturelles, en collaboration avec la société civile et les autorités locales. ■



Cérémonie de célébration de la Journée des droits de l'Homme (à gauche) et cérémonie de présentation du Rapport annuel du CNIDH (à droite) © HCDH



Animations lors du carnaval des droits de l'Homme le long de la RN7 © HCDH



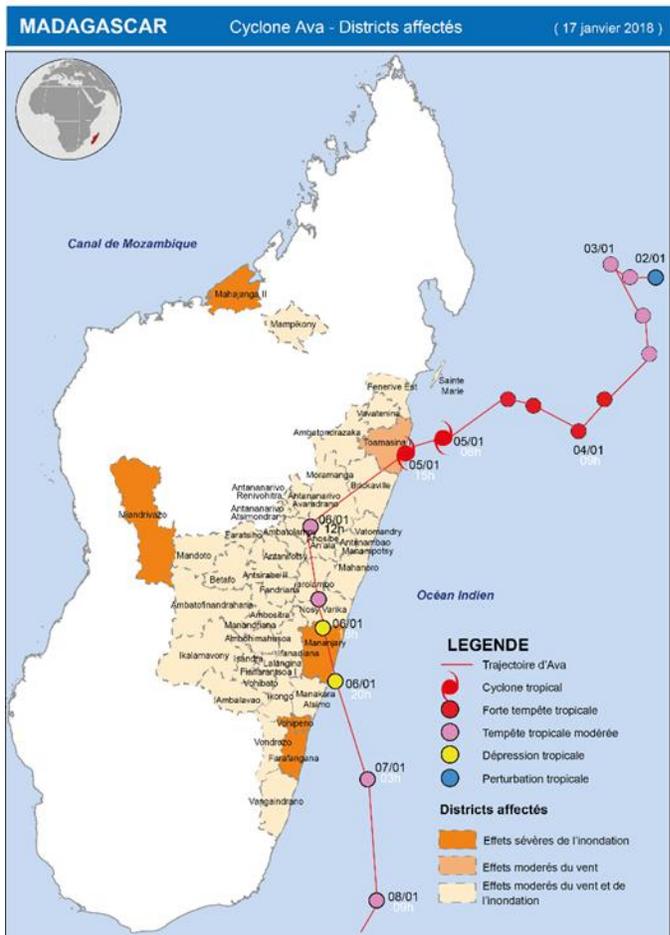
# SAISON CYCLONIQUE 2017-18 : SAISON ACTIVE ET LEGEREMENT SUPERIEURE A LA MOYENNE CLIMATOLOGIQUE

La saison cyclonique 2017-2018 est marquée par un passage très précoce d'un cyclone dès le début janvier. Cela confirme les différentes prévisions météorologiques qui parlent d'une saison active et légèrement supérieure à la moyenne climatologique, avec 2 à 4 perturbations pouvant atterrir sur les côtes malagasy, dont 1 à 2 pourraient atteindre le stade de cyclone tropical ou supérieur.

En effet, le cyclone tropical Ava a frappé directement le pays au niveau de la ville de Tamatave le 5 janvier 2018. C'est la première fois qu'un premier cyclone de la saison cyclonique touche directement le pays et tous les secteurs humanitaires ont dû mobiliser plus précocement leurs stocks d'urgence disponibles.

Ava est sorti en mer le samedi 6 janvier au niveau du district de Mananjary, mais a apporté des pluies abondantes sur les hautes terres et la côte sud-est du pays. Les dégâts sont surtout liés aux inondations, essentiellement sur les routes, les champs de culture et les points d'eau ; quelques dégâts liés au vent ont affecté les infrastructures sociales, surtout les écoles qui sont fabriquées en matériaux locaux.

Les stocks de pré-positionnement ont pu couvrir généralement les besoins immédiats mais leur acheminement a été un défi à cause des coupures de routes et leur renflouement est nécessaire pour maintenir une certaine capacité de réponse immédiate au prochain cyclone.



Ava a laissé 51 décès humains, 22 disparus, 512 salles de classes détruites ayant affecté 49.673 élèves, 32 formations sanitaires endommagés et 750 points d'eau inondés.

Le Système des Nations Unies (SNU) a beaucoup appuyé le Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC) depuis la phase de préparation à la saison cyclonique en cours, notamment sur la mise à jour des plans de contingence national et local, le pré-positionnement des stocks d'urgence dans les zones à risque, et l'exercice de simulation. D'autre part, le SNU a financé et appuyé techniquement l'évaluation aérienne lors du passage du cyclone Ava, a déployé une équipe d'appui au BNGRC pour accompagner la mission de pré-déploiement à Toamasina, et a mobilisé ses stocks d'urgence dans toutes les régions affectées pour répondre aux besoins des personnes déplacées et de 161.000 personnes affectées. Cet appui continue dans la phase de relèvement actuel à travers l'évaluation des besoins de relance agricole et la reprise des cours dans les classes primaires. ■



Coupure totale de la route nationale 34 avant l'entrée de Miandriavazo © OCHA janvier 2018

## LE « NEW WAY OF WORKING (NWOW) : LA NOUVELLE APPROCHE DES NATIONS UNIES POUR FAIRE FACE AUX CRISES RECURRENTES

Briser les cloisonnements entre les acteurs humanitaires et ceux du développement. Voilà l'idée derrière le « New Way of Working » ou « Nouvelle façon de travailler », une initiative présentée pour la première fois lors du Sommet humanitaire mondial en mai 2016 et soutenue par l'ancien Secrétaire Général de l'ONU, huit Agences des Nations Unies (UNICEF, UNHCR, OMS, OCHA, PAM, FAO, UNFPA, et PNUD), ainsi que la Banque Mondiale et l'OIM. Un Comité de pilotage a été subséquemment mis en place pour guider l'action collective pour l'opérationnalisation du « New Way of Working ».

L'approche NWOW appelle à transcender la fracture entre la planification humanitaire et la planification au titre du développement. Elle est également conçue pour les contextes où une réponse humanitaire à court terme et une programmation du développement à moyen et long terme sont simultanément requises.

Notons qu'il ne s'agit pas d'orienter les financements humanitaires vers le développement, ou inversement, mais plutôt de :

- utiliser convenablement les ressources et les capacités afin d'améliorer les effets permettant l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) ;
- réduire les besoins humanitaires et les vulnérabilités à long terme (besoins qui ont quadruplé ces 10 dernières années) ; et
- développer des nouvelles formes de partenariat.

En bref, il s'agira de faire en sorte que l'action humanitaire et les interventions de développement se renforcent mutuellement.

**Au niveau conceptuel**, cela consistera à développer une compréhension commune de la pérennisation, de la vulnérabilité et de la résilience. L'approche consiste à mettre fin et non pas répondre seulement aux besoins, en réduisant les risques et les vulnérabilités surtout dans des crises chroniques.

**Au niveau opérationnel**, il s'agira de mettre en œuvre les changements clés lorsque les contextes permettent à travers :

- la mise en place des données, d'analyses et d'informations regroupées et combinées ;
- l'harmonisation du processus de planification et de programmation multi-annuelle ;
- un leadership efficace pour atteindre des résultats collectifs (collective outcome) ;

- les modalités de financement pour soutenir ces effets collectifs, et
- un travail collectif basé sur les avantages comparatifs.

Trois questions majeures se posent :

- Comment et dans quelle situation pourraient-on mettre en œuvre le « New Way of Working » dans un pays ;
- Comment assurer un leadership et un engagement national ;
- Comment procéder à la mobilisation conjointe des ressources multi-annuelles en assurant l'implication de tous les acteurs.

Pour réfléchir ensemble à ces questions, des ateliers sont co-organisés par le PNUD et OCHA aux niveaux régionaux. Ainsi, une délégation du Système des Nations Unies à Madagascar, conduite par le Coordonnateur résident et comprenant l'UNICEF, l'UNFPA et l'UNOCHA, a participé à l'atelier sur le « New Way of Working » à Entebbe, Uganda, du 30 novembre au 1er décembre 2017.

Bien que cet atelier ait été consacré aux pays anglophones, l'intérêt manifesté par Madagascar à y participer a été accepté. L'atelier destiné aux pays francophones sera organisé ultérieurement et la participation des représentants du Gouvernement malgache sera sollicitée.

En ce qui concerne Madagascar, cette nouvelle approche présente une grande opportunité comme le pays présente une vulnérabilité structurelle très élevée à différents risques naturels et fait face à des crises humanitaires récurrentes. Par ailleurs, plusieurs autres opportunités se présentent : le pays dispose de capacité à mobiliser des fonds innovants comme le Fonds Vert, des donateurs sont devenus flexibles dans l'allocation de leurs fonds entre l'urgence et le développement et commencent à supporter les initiatives conjointes, la problématique chronique du Grand sud est devenue une des priorités du Gouvernement et des partenaires et la réflexion d'élaborer une stratégie intégrée pour le Grand sud cadre bien dans l'objectif du NWOW. ■



## APPUI A LA JEUNESSE :

# PARTICIPATION DE MADAGASCAR AU 7ÈME FORUM DES JEUNES DE L'ECOSOC, NEW YORK, 30-31 JANVIER 2018

*Deux jeunes malgaches, à savoir M. Randriamitantoa Lahatriniaina Safidinantenaina, 21 ans, représentant le niveau central, et Mlle Terry Athéna, 20 ans, de la région Atsimo Andrefana Madagascar, ont représenté Madagascar au 7ème Forum des Jeunes du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), qui s'est tenu les 30 et 31 janvier 2018 à New York.*

Le rôle des jeunes dans la construction de communautés rurales et urbains durables et résilientes ont été au centre des échanges, ayant rassemblé des représentants de gouvernements impliqués dans la promotion de la jeunesse et la coordination de la mise en oeuvre de l'agenda 2030 au niveau national, des représentants de conseils des jeunes et des institutions travaillant pour les jeunes, des représentants de jeunes du monde entier, notamment des jeunes impliqués dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

La participation de Madagascar a été rendue possible grâce à l'appui du Système des Nations Unies à travers les projets d'appui de l'UNFPA et du PNUD respectivement au Ministère de la Jeunesse et des Sports et au Ministère de l'Economie et du Plan. Le choix des deux délégués de Madagascar a été basé sur les critères définis par l'ECOSOC, indiquant que les jeunes doivent être âgés entre 15 et 29 ans, membres des différents mécanismes/associations de jeunes au niveau national et/ou régional, avoir participé à des ateliers de consultation/forums sur les ODD, être impliqués dans la mise en oeuvre des ODD liés à l'environnement, l'énergie, l'hygiène, l'eau, l'assainissement et au partenariat (ODD 6, 7, 11, 12, 15 et 17).

A l'issue de ce forum des jeunes, un document récapitulatif reprenant les principaux résultats des discussions et des conclusions du Forum sera mis à la disposition du Forum politique de haut niveau organisé par Conseil économique et Social en juillet 2018. Une déclaration présidentielle sera également publiée à la clôture du Forum. Un représentant des jeunes du Forum fournira également un résumé des travaux et des résultats à la Commission du développement social. En particulier, à leur retour au pays, une restitution des acquis des jeunes délégués de Madagascar lors du Forum des jeunes de l'ECOSOC est prévue.



Avant son départ, la délégation, accompagnée par Mme Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et Représentant résident du PNUD et M. Constant-Serge Bounda, Représentant de l'UNFPA, a été reçue respectivement par le Ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Jean Anicet Andriamosarisoa (photo du haut) et par le Ministre de l'Economie et du Plan, le Général Herilanto Raveloharison. © PNUD



## INNOVATION :

# UTILISER LES NTIC POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA VOIX DES JEUNES BÉNÉFICIAIRES DES PROGRAMMES DES NATIONS UNIES



Collecte de la voix des jeunes bénéficiaires dans le Sud de Madagascar © MIL, 2017

Dans le cadre de l'initiative "Delivering Together Facility" lancée par DOCO, la structure de coordination des opérations de développement des Nations Unies au niveau du Siège de l'Organisation, le Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar a mis en oeuvre des actions permettant de recueillir, en temps réel, les avis des bénéficiaires des projets qu'il a appuyés.

Avec l'appui d'un prestataire constitué de jeunes spécialistes en technologies de l'information et de la communication (TIC), un outil de collecte et de traitement de données utilisant les NTIC a été développé pour recueillir des informations sur (i) la perception des appuis du SNU par les bénéficiaires jeunes dans leurs localités respectives et (ii) les actions à entreprendre pour accroître l'impact des interventions du SNU.

Les régions couvertes par l'enquête étaient Atsimo-Andrefana, Androy, Anosy, Atsimo-Atsinanana pour le Sud. Diana et Sofia pour le Nord. La taille de l'échantillon s'est élevé à 16.328 personnes réparties sur 26 communes et 173 fokontany.

La collecte des voix des bénéficiaires a permis d'obtenir des informations sur les impacts perçus par les bénéficiaires des appuis octroyés par le SNU. Elle a aussi permis d'identifier les besoins réels des bénéficiaires, les actions qu'ils proposent et les impacts qu'ils attendent de ces actions.

### Our Approach

#### Leveraging ICTs

The SNU, in collaboration with MIL has developed a set of data collection tools to considerably facilitate the process of collection, cleansing, analyzing, and reporting data.

#### Mobile

These tools include Native Mobile data collection applications that can run on any Android mobile device.

#### Solar Power

The use of solar panels and power banks allows agents to use devices hours on the field without interruption.

#### Online & Offline

The Android application stores the collected data locally until an Internet connection becomes available, at which point it sends the data to the cloud automatically.

#### Real-time

When an Internet connection is available, the data collected on the field becomes available to all users after fractions of a second after it has been submitted.



Lire la suite à la page suivante

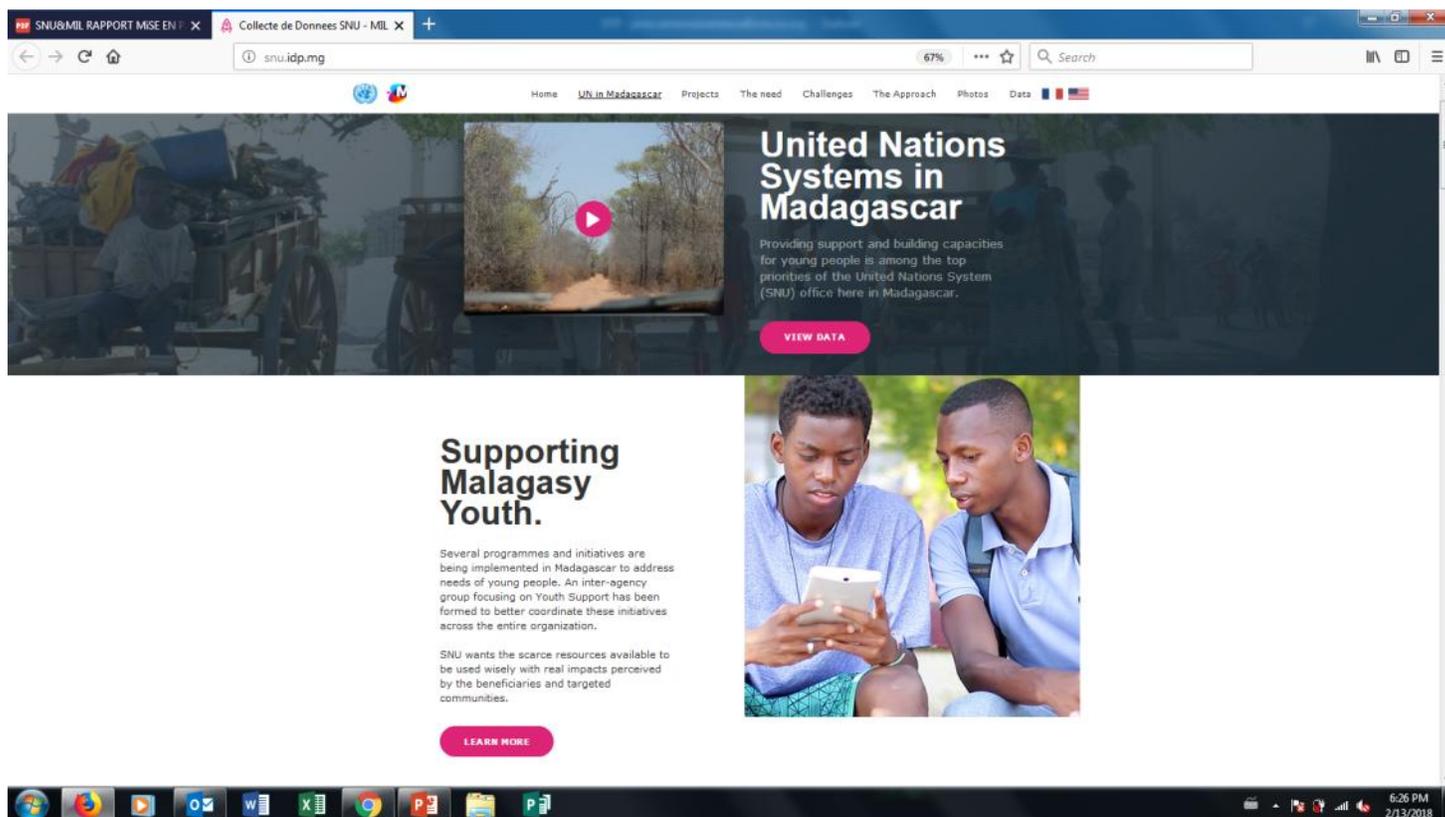


Les résultats vont être analysés et exploités par les équipes de programme du SNU pour identifier les actions en cours devant être renforcées et/ou priorisées et celles devant être mises en place conformément aux besoins exprimés par les populations cibles, afin d'avoir un meilleur impact. Une meilleure focalisation sur les jeunes grâce à des actions conjointes est aussi en cours de réflexion.

A noter que durant la conduite de l'enquête, les données collectées ont été d'abord sauvegardées au sein d'un serveur en ligne : [dtf.idp.mg](http://dtf.idp.mg) avant leur apurement. Les résultats sont actuellement disponibles sur un site web dédié <http://>

[snu.idp.mg](http://snu.idp.mg) et seront également mis en ligne sur le site du Groupe de développement des Nations Unies (UNDG) [www.undg.org/silofighters](http://www.undg.org/silofighters)

Collecter les avis des bénéficiaires à temps réel est une étape essentielle qui peut bien compléter les plans de suivi des programmes. Quelques matériels ont été acquis afin de voir comment pérenniser cette méthode dans le cadre de la mise en oeuvre de l'UNDAF. ■



Capture d'écran du site web [snu.idp.mg](http://snu.idp.mg)



## VISITE DU DIRECTEUR GENERAL ET DU DIRECTEUR REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)



Le Directeur Général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus (à gauche), et le Directeur régional de l'OMS, Dr. Matshidiso Moeti (à droite), reçus en audience par le Président de la République de Madagascar, S.E.M. Hery Rajaonarimampianina (au centre) © CINU

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a effectué une visite de trois jours à Madagascar, du 7 au 9 janvier 2018.

Il s'agissait de sa première visite à Madagascar depuis son élection, l'an dernier, au poste de DG de l'OMS. Durant son séjour, il a rencontré des survivants de la peste et des familles touchées, les principaux ministres et les autorités chargées des efforts d'intervention, le Président et la Première Dame de la République, ainsi que des représentants des organismes des Nations Unies et des partenaires de santé. Il s'est également rendu dans un centre de traitement contre la peste, ainsi qu'au Centre national opérationnel et stratégique de surveillance épidémiologique.

Le DG de l'OMS a commencé sa visite en remerciant les autorités nationales de leur conduite éclairée et les partenaires de l'appui qu'ils ont offert face à la récente épidémie de peste bubonique et pneumonique qui a frappé l'ensemble du pays, causant la mort de plus de 200 personnes en quatre mois.

« Cette épidémie de peste pneumonique sans précédent a été enrayerée grâce aux efforts inlassables des agents de santé et des partenaires malgaches. L'Organisation con-

tinuera d'appuyer les activités de préparation visant à prévenir toute flambée de peste et, le cas échéant, à la contenir et à la combattre, et elle demande à ses partenaires de développement internationaux de l'aider à faire échec aux épidémies humaines. Il s'agira à cette fin de mieux comprendre les causes plus générales de la propagation de la peste, et de renforcer les capacités nationales afin de pouvoir, à l'avenir, faire face à des situations d'urgence analogues», a indiqué le Dr Tedros.

Bien que les autorités malgaches aient annoncé à la fin de novembre 2017 que le pays était sorti de la phase aiguë de l'épidémie, la peste revêt un caractère saisonnier à Madagascar où elle se déclare d'ordinaire entre septembre et avril chaque année.

Le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Moeti, qui accompagnait le Dr Tedros, a averti que les opérations de riposte devaient être maintenues jusqu'à la fin de la saison de l'épidémie de peste, et même au-delà.

«Nous devons maintenir un dispositif d'alerte et de riposte solide afin de détecter rapidement les nouveaux cas de peste et y faire face au fur et à mesure qu'ils apparaissent», a déclaré le Dr Moeti. ■

(Source : site web de l'OMS)





# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Développé en collaboration avec **TROLLBÄCK + COMPANY** | TheGlobalGoals@trollback.com | +1.212.529.1010  
Pour toute question concernant l'utilisation, merci de contacter : [dpicampagne@un.org](mailto:dpicampagne@un.org)

Consultez notre site web  
pour toutes les informations  
sur le Système des Nations Unies à Madagascar  
et pour découvrir nos réalisations

[www.mg.one.un.org](http://www.mg.one.un.org)